

Mahmoud Abbas assure que le gouvernement d'unité nationale reconnaîtra Israël

22 septembre 2006 – En dépit des déclarations contradictoires du Hamas, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a affirmé hier, devant l'Assemblée générale, que le gouvernement d'union nationale, qui doit être prochainement formé, reconnaîtrait Israël, répondant ainsi à l'une des exigences de la communauté internationale.

« Je voudrais assurer que tout nouveau gouvernement palestinien respectera les engagements pris dans les accords par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'Autorité palestinienne, notamment les lettres de reconnaissance mutuelle datées du 9 septembre 1993 échangées par les défunts Yasser Arafat et Yitzhak Rabin », a déclaré le président de l'Autorité palestinienne, à la tribune de l'Assemblée générale dont le débat général s'est ouvert mardi.

« Ces deux lettres contiennent une reconnaissance réciproque entre l'OLP et Israël, un rejet de la violence et le recours aux négociations pour parvenir à un règlement permanent avec la création d'un Etat palestinien indépendant aux côtés d'Israël », a-t-il ajouté.

Ces affirmations interviennent après les récents encouragements du Quatuor à la formation d'un gouvernement d'unité nationale avec le Hamas qui répondrait aux principes de base de reconnaissance d'Israël, de renonciation au terrorisme et de préservation des accords antérieurs ([dépêche](#) du 20.09.06).

Aujourd'hui toutefois, selon les informations parues dans la presse, le Premier ministre palestinien et chef du Hamas, Ismaël Haniyeh, a affirmé qu'il « refuserait de diriger un gouvernement qui reconnaîtrait Israël ».

La reconnaissance d'Israël est aussi la principale condition posée par la communauté internationale pour reprendre l'assistance économique à l'Autorité palestinienne, suspendue depuis l'entrée en fonction en mars du gouvernement actuel, contrôlé par le Hamas.

« Tout gouvernement futur s'engagera à imposer la sécurité et l'ordre, à mettre fin au phénomène des milices, à l'indiscipline et au chaos », a également promis le président palestinien.

Mahmoud Abbas a en outre lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'investisse véritablement dans le règlement du conflit israélo-palestinien.

« Laisser la cause palestinienne sans règlement et la poursuite de l'occupation des terres arabes depuis 1967 sont des facteurs de tension et d'explosion qui attisent la flamme du conflit et ouvrent la porte à toutes formes de terrorisme, de confrontations régionales et de crises internationales », a-t-il prévenu.

« Il est regrettable de voir qu'aujourd'hui des plans et des projets internationaux, en tête desquels la Feuille de route approuvée par le Conseil de sécurité, sont au point mort, et que même les appels à la reprise des négociations sont assortis de conditions », a-t-il déploré.

Le président palestinien a par ailleurs jugé encourageante la décision d'Israël de renoncer à sa politique d'unilatéralisme. Il faut un retour à la table des négociations, a-t-il ajouté.

Lors de leur rencontre à New York, à la veille de l'ouverture du débat général, Mahmoud Abbas et Tzipi Livni, ministre des affaires étrangères d'Israël, ont discuté de la préparation d'une « série de rencontres » entre le numéro un palestinien et le Premier ministre israélien.

A la tribune de l'Assemblée générale, Tzipi Livni, avait affirmé hier ? en référence au Hamas - que l'Autorité palestinienne était dominée par une organisation terroriste qui enseigne la haine aux enfants et cherche à faire de ce conflit une confrontation religieuse sans fin.

« Le conflit israélo-palestinien est la conséquence et non pas la cause de cette idéologie », a-t-elle déclaré.

A propos de l'Iran, la ministre israélienne a par ailleurs estimé « qu'il n'y a pas de plus grand défi à nos valeurs que celui que posent les dirigeants iraniens ». « Ils nient et tournent en dérision l'Holocauste et parlent avec fierté de leur désir d'éliminer Israël de la carte du monde », a-t-elle rappelé.

La communauté internationale est confrontée, selon elle, à une responsabilité inégale qui est celle de s'opposer à ce danger croissant, non pas pour Israël mais pour soi-même, pour les valeurs qu'elle prétend défendre, pour le monde dont hériteront nos enfants.

« Pour ceux qui ont encore des doutes, la menace iranienne a fait jour lors du récent conflit au Liban », a-t-elle ajouté.